

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

BAROMÈTRE SPÉCIAL PRÉ-BUDGET 2012

19 octobre 2011

Enquête réalisée par **PluriConseil** du 10 au 12 octobre 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Un budget pour les PME

Par Eric NG PING CHEUN

Dans notre pays où il faut se montrer le plus tapageur pour se faire entendre, les lobbies du textile, du tourisme et de la construction grossissent parfois leurs difficultés au point de paraître démunis sans l'aide du gouvernement. On ne nie pas qu'ils ont de vrais problèmes. Mais ceux-ci ne sont rien à côté des ennuis qu'endurent, tout au long de l'année, les petites et moyennes entreprises (PME).

Il existe des associations qui défendent les intérêts des PME à Maurice. Mais leurs propositions budgétaires résonnent assez rarement dans les couloirs du ministère des Finances. Cette fois-ci, il semble qu'elles trouvent des échos favorables chez le ministre Xavier-Luc Duval. Et le plaidoyer appuyé de sa colistière, Nita Deerpalsing, en faveur des PME est un signe d'encouragement.

Les représentants des PME doivent tirer parti de ces bonnes dispositions politiques. De plus, ils obtiennent un soutien inattendu de la part des analystes économiques et financiers interrogés dans le présent baromètre. Dans toutes nos précédentes éditions pré-budgétaires, le secteur des PME n'a jamais figuré en première place des préoccupations des répondants. Cette année, 67% d'analystes proposent que le prochain budget mette l'accent sur les PME, davantage que sur le textile, le tourisme ou la construction.

Les PME sont les plus vulnérables à une crise économique, car elles n'ont pas, ou peu, de débouchés extérieurs. Dépendantes du pouvoir d'achat de la classe moyenne, elles sont les premières à souffrir des hausses de prix quand les autres adorent l'inflation qui gonfle leur chiffre d'affaires. Pour ne pas répercuter des coûts de production supplémentaires sur leurs prix de vente, les PME doivent réduire leur marge, déjà minime. Mais c'est plus difficile de soutenir des augmentations de salaire. D'où l'incompréhension devant la généreuse compensation salariale accordée par le gouvernement à ceux touchant jusqu'à Rs 30 000 par mois, un barème dans lequel se situent la plupart des salariés des PME. Lorsque le prix du travail s'élève au-dessus du salaire d'équilibre, les risques de licenciements sont réels.

Les établissements ayant moins de dix employés constituent 45% des emplois en 2011, contre 38% en 2000. Ces onze dernières années, ils ont créé 66 300 emplois, cinq fois plus que les grands établissements. A ce rythme, les petits établissements deviendront les premiers pourvoyeurs d'emplois dans moins de dix ans. Il faut s'assurer qu'on ne casse pas cette dynamique de croissance.

Toutes les PME ne sont pas logées à la même enseigne. Des grands groupes économiques établissent des petites compagnies pour précisément concurrencer

d'autres petites entreprises après avoir observé les produits de ces dernières. Au lieu de sous-traiter avec une entreprise extérieure, ces groupes privilégient leurs relations proches. C'est ainsi que des marchés restent fermés aux PME qui n'ont pas de liens avec les grands groupes : ce sont elles qui doivent être soutenues par des mesures budgétaires.

Une vraie PME, c'est un petit fournisseur de produits ou de services, un petit commerçant, un petit atelier, un petit contracteur, une petite imprimerie, une petite maison d'hôtes. Ce sont des firmes qui n'ont pas les moyens de consacrer un gros budget à l'administration. Pour alléger leurs coûts, il convient d'abolir la déclaration trimestrielle de revenus sous *Advance Payment System*.

Une discrimination positive en faveur des PME, un peu à la manière du *Black Economic Empowerment* en Afrique du Sud, est légitime dans des secteurs où l'Etat mauricien investit. C'est le cas de la construction : l'Etat peut imposer une clause sociale à tout contrat d'une valeur de plus de Rs 100 millions qu'il finance exclusivement. Cette condition peut obliger le bénéficiaire à consacrer 10% du montant à un petit contracteur ou fournisseur local.

Reste le coût de l'emprunt. Alors que des banques réalisent des milliards de bénéfices, la proposition indécente d'abolir la taxe de solidarité prélevée sur les banques est rejetée par 80% des analystes. Mais l'Etat peut proposer aux banques un crédit d'impôt qu'elles utiliseront seulement dans un plan de financement spécial pour les PME. Ainsi, la banque leur accordera des prêts au taux repo en vigueur, et l'Etat déduira de la taxe de solidarité payée par la banque la différence entre son *Prime Lending Rate* (PLR) et le taux repo. Généralement, les banques appliquent un taux à l'emprunt supérieur au PLR. Ce qu'elles renoncent sera une contribution à la démocratisation de l'économie en ce temps où des indignés manifestent contre la "cupidité bancaire".

La prochaine Banque des PME doit aussi pratiquer le taux repo, moyennant que le gouvernement subventionne la différence entre celui-ci et le coût moyen pondéré du capital (WACC) de la banque. Reste qu'il faut élargir l'accès au financement en faisant du *Development and Enterprise Market* (DEM) un marché boursier des PME. Il est impensable que de grosses sociétés campent sur la DEM : la durée de leur cotation devrait être limitée à cinq ans. Il faut encourager les PME à la participation au capital, comme le prône le ministre Jim Seetaram.

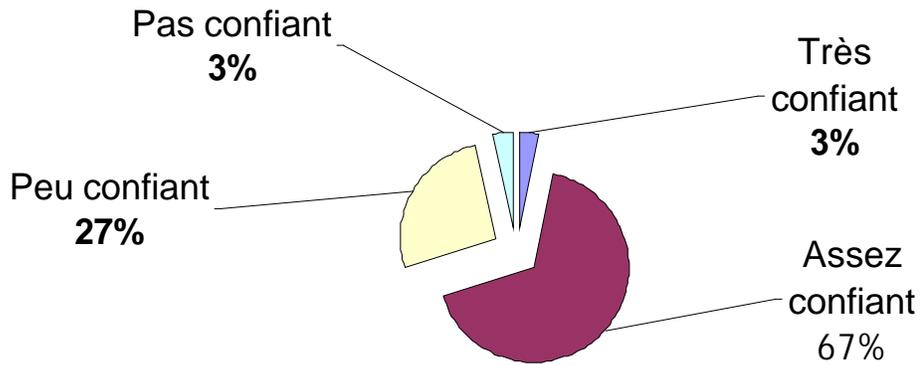
Finalement, le *Board of Investment* doit revoir sa stratégie pour attirer des PME étrangères. Même si leur apport financier n'est pas significatif, elles peuvent transférer des expertises et des technologies de qualité, qui sont plus productives que le montant quantitatif des investissements. Singapour a su prendre appui sur de jeunes entrepreneurs venant de l'Inde et de la Chine dans les secteurs de l'informatique, du divertissement et de la biotechnologie.

Tous les budgets ont fait référence aux PME. L'actuel grand argentier sera différent de ses prédécesseurs s'il présente un budget résolument pro-PME.

(www.pluriconseil.com)

1) Etes-vous confiant que le ministre des Finances présentera un budget favorable à la croissance économique ?

Confiance dans le budget de 2012

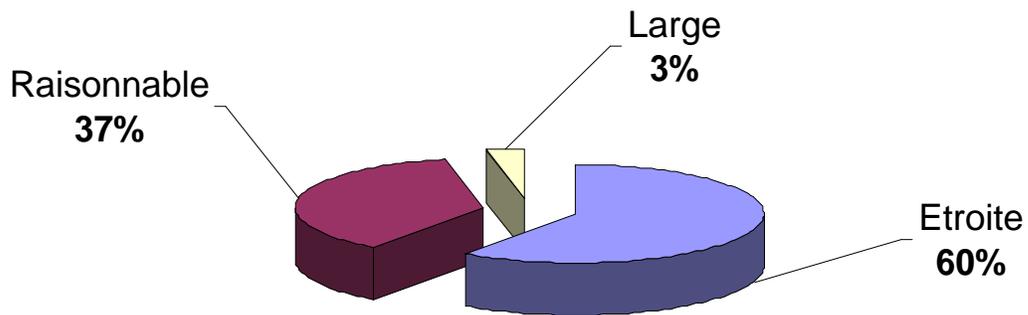


Le choix de la croissance

Deux tiers des analystes disent être "assez confiants" de voir le prochain budget doté de mesures en faveur de la croissance économique. D'ailleurs, dans une déclaration publique, le Premier ministre a lourdement insisté sur la nécessité de générer de la croissance. Plusieurs analystes estiment que le gouvernement n'a d'autre choix que d'avoir une politique pro-croissance dans un contexte où les perspectives de l'économie mondiale se dégradent avec des effets néfastes sur le plan local. Le budget de 2012 devra aider le pays à amortir les chocs externes et à maintenir sa compétitivité.

2) La marge de manoeuvre du ministre des Finances est...

Marge de manoeuvre

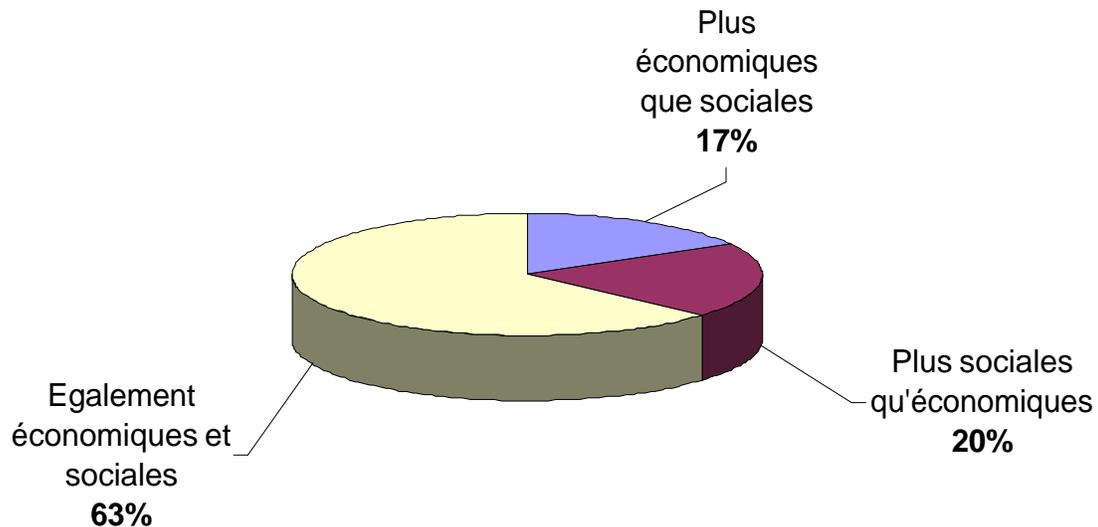


Marge de manoeuvre étroite

Selon trois analystes sur cinq, le ministre des Finances a une marge de manoeuvre limitée pour augmenter les dépenses publiques et les impôts sans accroître le déficit budgétaire. A moins qu'il ne réduise les coûts de l'Etat-providence en mieux ciblant ceux qui sont dans le besoin. Sinon, les prestations sociales et le service de la dette publique pèsent de plus en plus lourd dans le budget de l'Etat. Celui-ci devra trouver des ressources pour appliquer des mesures innovantes qui favorisent la création d'un maximum d'emplois.

3) Pensez-vous que le budget de 2012 sera dicté par des considérations...

Les considérations budgétaires

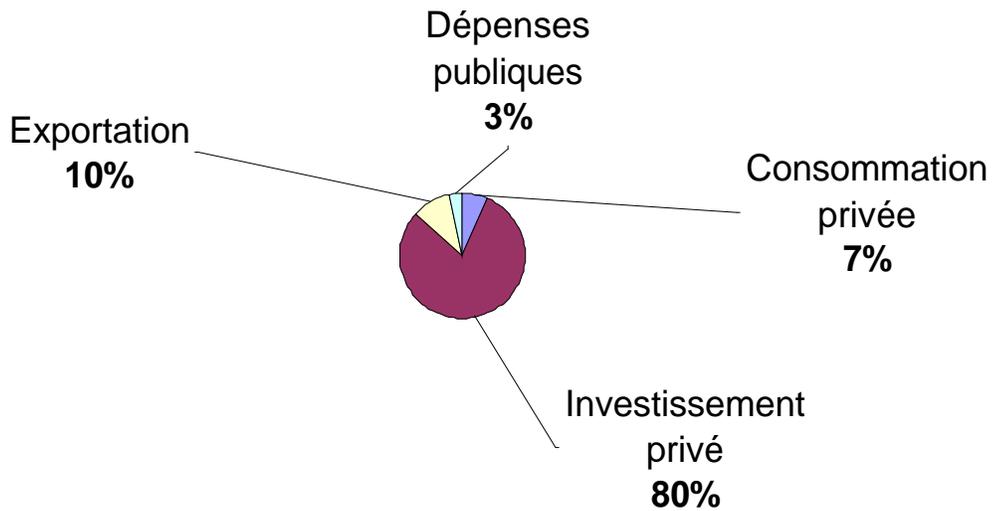


L'équilibre entre l'économie et le social

Pour 63% d'analystes, le budget de 2012 portera une attention égale à l'économie et au social. Si la vie de ceux au bas de l'échelle devient difficile, il convient aussi de dégripper la machine économique. D'un côté, il y aura un fort accent sur l'intégration sociale et sur l'autonomisation économique des groupes les plus vulnérables. De l'autre côté, les entreprises bénéficieront des mesures de relance avec des politiques de long terme visant à créer de nouvelles sources de croissance et à régler les faiblesses structurelles de l'appareil économique.

4) Quel moteur de croissance le budget doit-il stimuler en particulier ?

Le moteur de croissance

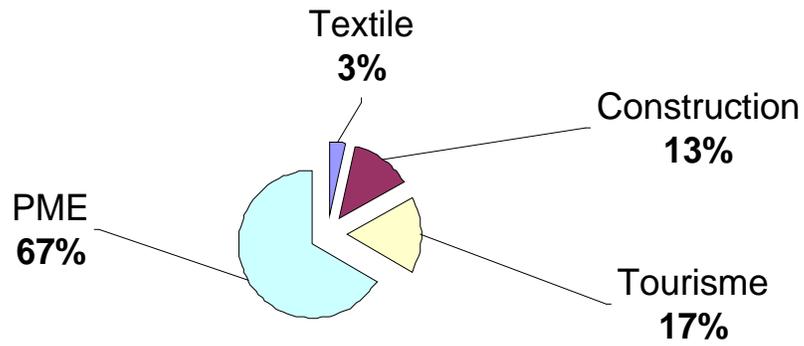


Tout sur l'investissement privé

Quatre analystes sur cinq suggèrent au grand argentier de mettre le paquet sur l'investissement privé. C'est le seul moteur de croissance qui est en panne depuis trois ans, alors que l'exportation se porte relativement bien, que la consommation privée croît modérément et que les dépenses publiques sont en hausse constante. Or l'investissement privé apporte un soutien essentiel à la croissance économique et à la création d'emplois. Les incitations à investir devront surtout porter sur des initiatives qui contribuent à l'innovation et à la transformation de notre économie.

5) Sur quel secteur le budget doit-il mettre le plus d'accent ?

Le secteur qu'il faut aider



Le temps des PME

Deux tiers des analystes sont favorables à ce que le budget de 2012 fasse la part belle aux petites et moyennes entreprises (PME). Ces dernières *must be in the driving seat of the economy*, car elles ont un *major growth potential*. Vu les contraintes qui continuent de les étouffer, elles ont besoin de beaucoup plus d'attention que les autres secteurs pour survivre. Il est significatif de noter que les analystes font peu de cas de l'industrie textile. Ils ont plus de considération pour la construction, qui a un effet multiplicateur sur l'économie, ainsi que pour le tourisme, pour lequel la politique de l'accès aérien devra être revue.

6) Quel déficit budgétaire doit viser le ministère des Finances pour l'année 2012 ?

Moins de 4% du PIB	20%
4,0% à 4,4% du PIB	57%
4,5% à 4,9% du PIB	20%
5% et plus du PIB	3%

Limiter le déficit budgétaire

Le *Programme-Based Budget Estimates 2011* a prévu un déficit budgétaire de 4,3% du produit intérieur brut pour cette année. La majorité d'analystes sont d'avis que le déficit devrait rester dans la fourchette de 4% à 4,4% pour 2012. Dans la conjoncture actuelle, "*fiscal tightening is not appropriate*", et d'ailleurs "*there is no price for improving this indicator*". Afin d'éviter une aggravation du déficit budgétaire, l'Etat devra dégraisser ses services pour faire des économies. De plus, il devra restructurer ses entreprises dans l'optique d'utiliser l'argent des contribuables à bon escient pour plus d'efficacité économique.

7) Etes-vous pour ou contre ces propositions de taxation ?

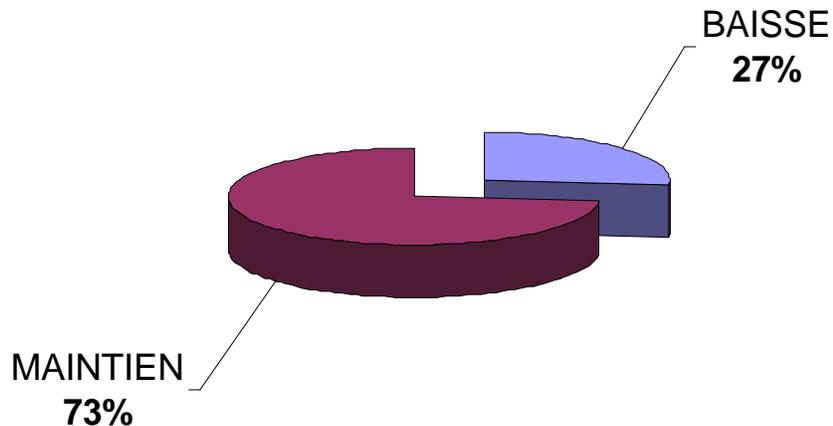
	POUR	CONTRE
Abolir la <i>Capital Gains Tax</i>	80%	20%
Abolir la taxation des dividendes	77%	23%
Abolir la taxe de solidarité	20%	80%
Réduire la <i>Land Transfer Tax</i>	67%	33%
Introduire de nouvelles taxes	13%	87%

Simplifier le régime d'imposition

La grande majorité des analystes demandent au ministre des Finances d'abolir l'impôt sur les plus-values immobilières ainsi que la taxation des dividendes, deux mesures introduites par son prédécesseur. Ils veulent aussi qu'il réduise la *Land Transfer Tax* en éliminant le taux maximum de 10%. Ces mêmes analystes se déclarent contre de nouvelles taxes, mais ne proposent pas d'alternatives pour combler le manque à gagner pour l'Etat. Pour eux, il faut revenir à un régime d'imposition simple, dynamiser le secteur de l'immobilier, couper dans les dépenses inutiles et faire la chasse aux gaspillages. En revanche, quatre analystes sur cinq se prononcent pour le maintien de la taxe de solidarité sur les profits des banques et des opérateurs de télécommunications. D'autre part, des initiatives environnementales peuvent être financées par des taxes vertes.

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du Comité monétaire ?

Le Repo Rate à la prochaine réunion du Comité monétaire



Le ni-ni monétaire

Le comité de politique monétaire se réunira le 5 décembre, un mois après la présentation du budget. Comme lors du dernier baromètre, la plupart des analystes n'anticipent aucun changement du taux repo. Ils se fondent sur le ton général du dernier communiqué de politique monétaire et sur le fait que le gouverneur de la Banque de Maurice croit toujours que l'inflation est un problème. Entre la persistance des pressions inflationnistes (le taux d'inflation annuel demeure au-dessus de 6%) et la baisse des perspectives de croissance, le comité choisirait ni l'assouplissement ni le resserrement monétaire.

PluriConseil Ltd

Business Registration Number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 27, Mgr. Gonin Street, Port Louis, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.